

## **Réponse de Storengy à la consultation publique relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs**

**Question 1 : Etes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?**

**Question 2 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette première option ?**

**Question 3 : Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?**

**Question 4 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette seconde option ?**

**Question 5 : Avez-vous d'autres suggestions ou remarques ?**

La CRE mentionne dans la présente délibération que GRTgaz étudie l'opportunité d'affermir à partir du 1<sup>er</sup> avril 2014 une part des capacités interruptibles à la liaison Nord vers Sud, l'opérateur estimant à ce stade que cette mesure pourrait porter sur une quantité maximale de 40 GWh/j. Cet affermissement aura un impact avec une diminution de la disponibilité des capacités interruptibles restantes sur la liaison de 66% à 42%. Par ailleurs, dans ses analyses préliminaires, la CRE envisage l'affectation de ces capacités aux mécanismes afférents aux deux options alternatives proposées.

Nous souhaitons faire remarquer que les capacités d'acheminement proposées par GRTgaz sur la liaison Nord-Sud reposent sur des infrastructures de transport également utilisées pour l'accès vers/depuis les stockages de Chémery et Céré-La-Ronde, infrastructures opérées par Storengy.

A ce titre, des règles opérationnelles d'allocation par GRTgaz des capacités entre la liaison et le PITS Nord-Atlantique en été (réciproquement le PITS Sud-Atlantique en hiver) ont été définies dans le cadre de la Concertation Gaz en 2010 et retranscrivent l'étroite interdépendance de ces objets contractuels.

Autant l'impact sur les capacités interruptibles restantes sur la liaison est mentionné, autant celui sur les capacités d'acheminement vers/depuis ces PITS ne l'est pas. Il nous est de ce fait aujourd'hui difficile d'analyser l'impact que pourrait avoir une telle mesure sur les conditions d'accès vers/depuis les stockages concernés.

Par ailleurs, Storengy rappelle que les règles d'allocation susmentionnées ne sont aujourd'hui pas pleinement satisfaisantes, y compris à l'égard des capacités proposées aux PITS (cf. sujet porté par EDF à l'ordre du jour de la Concertation Gaz – GT Code opérationnel de réseau le 26 février 2013 à propos de capacités de soutirage de Serene Sud à partir du PITS Sud-Atlantique). Indépendamment de la question des conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs, il serait donc dommageable que les mesures prises soient au seul bénéfice de la liaison, sans bénéficier également aux utilisateurs des stockages, lesquels participent eux-aussi au bon fonctionnement des marchés, particulièrement dans le sud de la France. Il serait même inacceptable pour Storengy que ces mesures dégradent les conditions d'accès vers/depuis les stockages.

En conclusion, Storengy demande, au préalable de l'adoption de telles mesures, que les conditions d'affermissement à partir du 1<sup>er</sup> avril 2014 d'une partie des capacités interruptibles à la liaison Nord vers Sud, ainsi que leur potentiel impact sur les capacités d'accès vers/depuis les PITS Nord et Sud Atlantique, soient explicitées, par exemple dans le cadre de la Concertation Gaz.